

CONFERENCE SOCIALE 2014 : LES BONIMENTEURS EN PISTE !

FO boycotte la 2^{ème} journée de la « Grande » conférence sociale ainsi que la CGT.

Sans revenir sur les motifs légitimes de ce boycott (annonce sans aucune concertation du Premier ministre sur le report de la prise en compte de la pénibilité, la remise en cause des seuils sociaux, etc.), nous devons constater que cette conférence, emblème du dialogue social pour le Gouvernement, est une véritable mascarade.

La FGF-FO avec la Confédération FO aurait dû participer à la table ronde n°7 intitulée « *le dialogue social dans le processus de réforme de l'action publique* ».

Cette table ronde comportait 2 parties :

- ➔ « *les enjeux de la réforme de l'organisation territoriale de la République* »
- ➔ « *la concertation avec les partenaires sociaux* ».

Des sujets d'importance avec des enjeux énormes ! Tout cela en une demi-journée avec l'ensemble des fédérations de fonctionnaires (9), les 3 associations d'élus territoriaux (AMF, ADF, ARF) et les 4 organisations professionnelles (MEDEF, CGPME, UPA et UDES), soit 17 intervenants en plus de la prise de parole de la ministre de la Fonction publique et du 'facilitateur' Patrick JOUIN. Deux réunions de 2 heures, ce qui représente un temps de parole moyen de 5 minutes par organisation...quel dialogue !!!

Sur la réforme de l'organisation territoriale, rappelons que le projet de loi n'a pas pu être traité dans les différents conseils supérieurs tant le dialogue social était galvaudé. Alors, aborder la réorganisation territoriale de la France à la Conférence en 5 minutes de temps de parole, c'est inimaginable !

Le second point, la « *concertation avec les partenaires sociaux* », perd tout son sens dès lors que la ministre envoie, avant l'ouverture de la conférence, un document conclusif sur « la qualité du dialogue social » et le fonctionnement et la déclinaison locale des instances, comme le Conseil commun de la fonction publique, pour une réunion programmée le 10 juillet...

Pour la FGF-FO, le dialogue social tel que le conçoit ce gouvernement ne peut en rien participer à la réforme de l'action publique.

A titre d'exemple, l'absence de négociations salariales annuelles, le gel du point d'indice depuis 2010, la baisse des prestations d'action sociale, témoignent surtout d'un dialogue de sourds. La FGF-FO n'est pas là pour cogérer, ni accompagner les réformes du gouvernement. A lui l'intérêt général, à nous l'intérêt particulier des salariés, en l'occurrence des fonctionnaires et agents publics.

La FGF-FO continuera de porter ses revendications en toute indépendance. Nous n'avons pas appelé à voter pour ou contre qui que ce soit. Notre positionnement est connu et cohérent et nos revendications ne sont ni modifiées ni altérées pour satisfaire de quelconques intérêts.

A Force Ouvrière, nous exigeons a minima un dialogue social sincère et constructif, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.

Dans ces conditions la réunion conclusive sur la soi-disant « *qualité du dialogue social* » du 10 juillet prochain paraît bien illusoire !

Fait à PARIS, le 8 juillet 2014

